

## Séminaire 5

### Entreprises et territoires dans l'économie mondialisée de la connaissance



#### Conclusion

**Gilles Ricono, Directeur général des services de la région Bretagne**

Le premier point que je voudrais évoquer, ce sont les collectivités territoriales. Il faut avoir une saine évaluation de leurs capacités financières pour agir sur des domaines particulièrement lourds. Sur le budget de la région, de 1 milliard d'euros, si l'on retire la partie régaliennne, c'est-à-dire ce qui relève de nos compétences, pour nous le ferroviaire et la formation professionnelle (qui représente 45 % du budget de la région), il reste peu de marge de manœuvre, à peine 10 % du budget global. Nous devons donc réfléchir à ce que le peu d'argent dont nous disposons soit le mieux utilisé possible pour avoir des effets de levier. C'est d'autant moins facile que les attentes sont de type « guichet », dont on sait qu'elles sont inopérantes.

Le second point, c'est que l'épisode tragi-comique de la loi du 13 août 2004 sur le problème de la compétence économique devenue animation économique, soulève des difficultés. Il faut réfléchir aux compétences des différentes collectivités locales. On peut regretter que le groupe Balladur d'une part et le groupe Lambert de l'autre ne se soient pas parlé.

On est dans une situation compliquée : des demandes, peu d'argent, un État qui existe de moins en moins... Nous devons avoir des axes prioritaires ciblés.

Il y a d'abord les situations de crise, sur lesquelles le politique est souvent appelé. Le premier réflexe, c'est de faire appel à des outils de type « formation ». Même s'il n'a pas toujours de réelle efficacité. On sait que les avances remboursables ne seront pas remboursées. La difficulté est de sérier et de voir comment la puissance publique peut aider le développement économique. La Bretagne est devant un défi majeur qui correspond à un contexte international complexe, à un moment où l'on se trouve en fin de cycle. Dans l'économie bretonne aujourd'hui, il est frappant de constater qu'il existe quatre pôles dynamiques. La construction s'effrite un peu, mais va bien ; les services montent assez fort en puissance, et il faut regarder quelle est leur valeur ajoutée. Mais tous les points structurants qui sont les nôtres sont confrontés à des difficultés : l'environnement est difficile, avec l'augmentation du coût des matières premières, de l'argent. Il y avait eu des décisions de l'État liées à l'aménagement du territoire, qui avaient été particulièrement décisives, pour les TIC et l'automobile. Or, aujourd'hui, les interventions de l'État n'existent plus. Dans ces deux secteurs, la concurrence internationale est forte. Il faut réfléchir à la manière de s'adapter. Sur l'axe des télécommunications, par exemple, on voit que la production, notamment pour le téléphone mobile, fléchit de manière significative.

Quant à l'agriculture à l'agroalimentaire : ces secteurs ont su réagir de manière formidable aux crises sanitaires qui ont frappé la Bretagne. On voit aujourd'hui, dans le contexte international, des possibilités : les gens ont besoin de manger. Nous avons un savoir-faire, des atouts forts. Mais il faut pouvoir aller vers une évolution positive, dans la production et la transformation. Comment avancer par rapport à la demande, sachant que dans les têtes et les comportements on rencontre un obstacle majeur : l'évolution de la PAC. Nous devons nous positionner sur l'avenir, l'après 2013.

La Bretagne est maritime. Tout le monde le sait, sauf parfois les Bretons. La potentialité maritime est considérable, avec les biotechnologies marines, la construction navale, le tourisme... Sur ce secteur, nous avons des niches très prometteuses qu'il faut essayer d'organiser, de structurer, de développer.

Ces exemples m'amènent à dire que nous devons fonder toute notre action économique sur la recherche, le développement et l'innovation. L'outil majeur, c'est la recherche et le développement, c'est l'innovation, et c'est l'aide à l'exportation, y compris sur le marché agricole. Ce qui implique des modalités différenciées : il faut faire en sorte que les entreprises puissent bénéficier d'outils financiers adaptés, sans discontinuer, depuis le chercheur qui a eu une idée, qui monte son entreprise et qu'il faut aider, jusqu'à la phase de maturité où l'entreprise a besoin de grandir. Le marché en tant que tel ne répond pas, il appartient donc à la puissance publique de travailler. On commence à avoir les outils nécessaires.

Il faut convaincre que recherche, développement, innovation et développement international soient pris en compte. Il faut faire des efforts pour développer l'enseignement supérieur, la recherche publique et la recherche privée par un système performant et adapté, par la négociation de contrats de projets et de programmes opérationnels, notamment le FEDER. Globalement, cela représente la mobilisation de plus de 400 millions de crédits publics en six ans, sur les volets enseignement supérieur, recherche et innovation. Il faut ensuite que les entreprises considèrent qu'il s'agit d'un sujet important, et mettre en place des dispositifs. Certaines entreprises sont un peu rétives, ont les potentialités ; mais ou elles manquent de réflexe, ou elles sont un peu perdues pour aller chercher au bon endroit les moyens nécessaires. C'est pourquoi nous avons une batterie d'outils sur les ressources humaines, la formation, l'international.

Le problème, c'est celui de la connaissance et de l'ingénierie, celui de l'expertise des projets proposés. Si on veut être efficace, il vaut mieux ne pas se tromper quand on donne de l'argent, et donc bien connaître son sujet. L'administration d'État, qui pouvait le faire, le fait de moins en moins. Il nous faut des outils d'expertises, et ne pas tout confier à Oséo, qui comme toute institution a des pratiques trop codifiées. Je suis étonné qu'on ne s'en donne pas tous les moyens, d'autant plus que le temps des administrations n'est pas d'emblée cohérent avec le calendrier des entreprises. Si on arrive trop tard, il n'y a plus de projet. Ou même, plus d'entreprise.

Comment faire pour que un euro dépensé soit le plus efficace possible, dans l'immédiat mais aussi pour l'avenir et le développement ? L'État a « raté la marche » quand il a abandonné l'All, qui avait imaginé des dispositifs juridiques et financiers adaptés.

C'est dans ce contexte que nous avons essayé de trouver des modes de management ouverts, participatifs, et de travailler avec les acteurs économiques les plus performants. On sait que les pouvoirs publics ne s'intéressent qu'à ceux qui viennent les voir : soit elles sont dans une situation de crise difficilement gérable, soit elles demandent de l'aide sans en avoir forcément besoin. Celles qui ont de l'expertise, on ne va pas les voir, on ne les connaît pas, or c'est du dialogue avec ce marais positif, qui produit, qui développe, que peuvent naître les idées. Nous devons avoir le plus de contacts possibles avec les entreprises pour apprécier leurs moyens, leurs difficultés, et non pas avoir en tête des schémas tout faits, des conditions préalables dont on s'aperçoit qu'elles ne sont plus adaptées.

On s'est aperçu que l'aide à l'immobilier des entreprises avait une efficacité quasi nulle. Il faut d'autres outils, en adéquation avec le tissu économique, avec les gens qui font de la recherche, avec les créatifs du monde économique.

Au niveau des collectivités locales, le problème de l'attractivité de la région est important. Dans la décision d'une entreprise de s'implanter quelque part, il y a une multitude de paramètres. On dit qu'en France le coût du travail est cher, que la fiscalité est trop élevée, etc. Mais on sait bien qu'il y a d'autres facteurs, la qualité de la main d'œuvre, l'adossement à un potentiel de recherche et de développement structuré. Pour certaines entreprises, il est important de savoir que l'on va pouvoir mobiliser les centres de recherche performants d'une université. Et il y a tout le reste : la qualité de vie, les transports, l'activité culturelle... L'action des collectivités – et là on entre directement dans le développement du territoire et dans le rôle d'une région – a des potentialités importantes. Si on met en place des financements conséquents pour mettre Rennes à 1 heure 23 de Paris en 2014, et Brest à Quimper à 3 heures, c'est bien parce qu'on est convaincu que pour lutter contre notre insularité, il faut le plus possible se rapprocher des lieux de décision, des communications internationales. L'attractivité est un argument majeur. Il est vrai que nous avons aussi des atouts : la Bretagne est belle, tout le monde le dit, et c'est un atout à mettre en avant quant aux conditions de vie. Tout ce que l'on fait, par exemple à Rennes, pour rendre encore plus agréable la vieille capitale de la Bretagne a un impact évident sur l'implantation d'entreprises nouvelles.

Mais rien n'est simple. L'État décide aujourd'hui de fermer l'hôpital de Carhaix, quand tous les autres établissements sont à plus de cinquante kilomètres. C'est clairement un handicap pour le centre Finistère, dont l'activité agricole et de transformation a de forts potentiels : si on ferme les services publics, si on a de la sous-médicalisation, on aura des problèmes d'attractivité. Notre politique territoriale régionale doit faire en sorte qu'existe une équité territoriale permettant à tous de se développer, y compris le monde rural.

Le maillage métropolitain en Bretagne est important, avec une forte densité de villes moyennes : il faut veiller à ce que notre politique d'aménagement du territoire conserve cet atout, alors même que le discours ambiant invite à concentrer. La sacro-sainte « masse critique » est pour nous une question d'équilibre social et territorial, parce que nous pensons que les potentialités existent dans les villes moyennes, où l'on peut trouver des niches de développement significatives. Un des plus grands centres de recherche de biologie marine, c'est Roscoff. On ne délocalisera pas Roscoff, parce que les algues, c'est là qu'on les trouve. Mais il faut alors faire en sorte que dans l'environnement d'une petite ville de caractère à vocation scientifique, on puisse trouver l'ensemble des services.

Sur la stratégie portuaire : la Bretagne a un peu, historiquement, tourné le dos à la mer. Dans les années 60, il y a eu le CELIB, qui regroupait des gens de toute nature. La Bretagne allait mal, et s'est considérablement redressée en trente ans. Mais dans les textes du CELIB, on ne trouve pas la mer. Ceci étant, le plus grand port breton, c'est Nantes. On a une stratégie portuaire, pour les trois ports que sont Saint-Malo, Lorient et Brest, qui doit les mettre en adéquation avec l'hinterland et les redynamiser.